

Foire d'Automne 2008

**Cérémonie d'ouverture
du 18 octobre 2008**

**Discours prononcé par
Monsieur Jeannot Krecké,
Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur**

Seule la parole prononcée fait foi

E M B A R G O :

18 octobre 2008 - 11. 00 h

20/10/2008 08:35:10

Altesse Royale,

Excellences,

Dir Dammen an Dir Hären,

Wann der a China gewenscht kritt, dass der sollt an „interessanten Zäiten“ liewen, dann heescht dat näischt Guddes. Ech muss leider soen, dass mir, hei zu Lëtzebuerg, momentan ganz „interessant Zäiten“ matmaachen. Zäiten, wou mer eis müssen an Fro stellen, eis vläicht müssen e bessen reorientéieren, mais virun allem Zäiten, wou mer méi Efforten müssen maachen.

Zu dësen Ustregungen gehéiert et och, weiderhin a ganz verstärkt eist Land an seng Entreprises am Ausland ze präsentéieren. Monseigneur, ech soen lech en groussen Merci fir den Engagement, wann et drem geet, am Ausland de Fändel vun eiser Economie ze weisen. Dir hutt acceptéiert, fir Eierepräsident vu „Luxembourg for Business“ ze sinn, der Agence, ennert där hierem Numm mer dobaussen mei en koordineiert Bild vun Lëtzebuerg welle weisen. Am Februar war ech frou, dass Dir eng Delegatioun vun Geschäftsleit an Saudi-Arabien ugefouert hutt. Är Präsenz war de Schlessel zu denen heichrangegen Kontakter, déi mer zu Ryadh an Jeddah haten.

D'nächst Woch gi mer zesummen an d'USA fir Entreprises ze besichen, déi schon zu Lëtzebuerg sinn, mais awer och fir ze probéieren, anerer dovun ze iwwerzeegen, dass se sech sollen bei eis nidderloossen. Duerno wärt Dir zu New York den „Luxembourg American Business Award“ un d'Firma Delphi iwwerreechen. Trotz den Schwieregkeeten, déi Delphi seit enger Zäit an den USA huet, ass hiren Site zu Lëtzebuerg eng eenzeg Success Story. Delphi zeechend sech aus duerch besonnesch Efforten an der Fuerschung an an der Innovatioun. Mat dëser Auszeichnung, déi all 2 Joer iwwerreecht get, honoréieren mir net nemmen d'Vertrauen vun enger amerikanescher Firma an eist Land, mais och den Initiativgeescht an d'Engagement vun hierem Management an hieren Mataarbechter heiheem.

Wann ech iwwert déi nächst Meint kucken, dann hu mir nach vill vir. Virun allem heiheem, mais och um Wëltmarché. Am November geet eng Wirtschaftsmissioun an Indonesien an an Thailand, am Dezember a China, am Januar a Saudi Arabien an an d'Vereenegt Arabesch Emirater an am Februar dann, am Kader vun enger Staatsvisite vum Grand-Duc an der Grande-Duchesse, an den Vietnam.

* * * * *

Normalement, j'ai l'habitude de commenter d'entrée quelques chiffres clés. Cette fois-ci, j'avoue que j'hésite un peu à me lancer dans des prévisions qui risquent d'être démenties dans un avenir proche.

Les chiffres avancés hier en commission des Finances de la Chambre des Députés sont ceux du Fonds monétaire international. Le Statec n'a pas de nouvelles prévisions. La prochaine note de conjoncture, prévue pour début décembre, publiera les nouvelles prévisions.

Ce n'est qu'à la lumière des calculs de la Commission européenne, de l'OCDE et de l'FMI, couplés aux chiffres du troisième trimestre au Luxembourg, que le Statec pourra avancer de nouvelles prévisions pour 2009.

Altesse Royale,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Presque tout a été dit sur cette crise financière qui a été annoncée depuis si longtemps qu'on avait fini par croire qu'elle ne viendrait plus. Pourtant, les déséquilibres accumulés Outre-Atlantique ont fini par ébranler le monde entier. La crise s'est installée au Luxembourg le weekend du 27 septembre 2008 en touchant l'économie luxembourgeoise de plein fouet. Longtemps décrié, souvent mal aimé, l'euro, de concert avec la coordination des politiques économiques au niveau de l'eurogroupe, a heureusement atténué cette crise financière.

Au Luxembourg, l'Etat a donné un signal fort envers les épargnants et envers l'économie pour restaurer la confiance en entrant de façon transitoire dans le capital de deux banques qualifiées de systémiques, en garantissant les liquidités des institutions bancaires et en relevant les garanties sur les dépôts bancaires. Il a lui-même appliqué la devise « Trau dech » propagée par mon ministère.

Le Luxembourg a beaucoup bénéficié de la montée en puissance de la finance internationale, au point de devenir le moteur de la richesse depuis plusieurs décennies. Le secteur bancaire représente 30% de la valeur ajoutée et plus de la moitié de la valeur si on additionne les services aux entreprises qu'il entraîne dans son sillage. La création d'emploi et les retombées budgétaires n'auraient jamais été aussi importantes sans le développement dynamique de la place financière.

L'innovation financière est une bonne chose en soi, qui a permis un accès très large aux marchés financiers. Mais souvent, les produits innovants ont été pervertis par l'usage spéculatif qui en a été fait par certains professionnels.

Le système a imposé une course frénétique aux rendements excessifs à court terme. Qui ne se serait pas laissé séduire par des rendements de l'ordre de 15% en délaissant dédaigneusement le bon vieux livret d'épargne, jugé ringard?

Il est cependant établi, et je le dis pour ceux qui en douteraient encore, que le système financier international est incapable de se réguler lui-même. Il a besoin de règles strictes et d'une surveillance étroite afin que l'épargne collectée soit sûre et bénéficie in fine à l'investissement et à la consommation. Il faudra donc une nouvelle architecture pour le monde

de la finance, un type de gouvernance qui lui permet de jouer à nouveau son rôle d'intermédiaire entre épargnants et emprunteurs.

Mais ce serait mentir que de prétendre que la rupture se limiterait aux seuls marchés financiers. Ce serait une erreur de croire que la crise de confiance entre acteurs bancaires et financiers et le dévissage des valeurs boursières, y compris celles d'acteurs non-financiers, seraient sans répercussions sur l'économie, dite réelle, sur le comportement de consommation des ménages ou encore sur l'investissement des entreprises.

La baisse brutale de la demande pour les biens durables reflète un comportement de consommation marqué par une grande prudence, sinon par une limitation du crédit bancaire.

Bien des entreprises luxembourgeoises - actives dans la fabrication de biens intermédiaires - ressentent ce ralentissement et doivent adapter leur production à cette nouvelle donne.

Les fournisseurs pour le bâtiment et le secteur automobile sont les premiers touchés. Les demandes actuelles pour recourir aux instruments de prévention des licenciements démontrent cette tendance à l'ajustement.

Au-delà de ce phénomène d'adaptation à court terme, on ne peut exclure que les effets de la crise des marchés financiers sur l'économie réelle seront de nature structurelle et auront un caractère plus permanent.

Certes, nous partons d'un niveau de croissance économique et de l'emploi confortable: plus de 4% de croissance du PIB en 2007, et 2,8% de croissance au 2^e trimestre 2008.

Mais la force inouïe avec laquelle la crise a frappé le secteur bancaire et financier au Luxembourg nous rappelle la vulnérabilité excessive d'une économie monolithique, trop dépendante d'une seule branche d'activités. Comme au début de la crise sidérurgique de la fin des années '70, elle interpelle notre communauté toute entière à s'activer pour amorcer une nouvelle vague de diversification de notre économie.

Cela passe par la prise en compte de la compétitivité internationale. Cela nécessite l'acceptation par la collectivité de l'investissement des entreprises, même si ces investissements vont de pair avec certaines nuisances dont il faudra assurer bien sûr la gestion et la maîtrise. Redoublons également nos efforts pour simplifier nos procédures en matière d'implantation d'entreprises, pour réduire les exigences en apparence disproportionnées et coûteuses visant parfois la protection d'intérêts particuliers en opposition flagrante avec l'intérêt commun.

Si nous devons tirer un enseignement des temps difficiles que nous parcourons, c'est celui d'un retour aux valeurs et vertus des activités industrielles, artisanales et commerciales, d'un accueil franc aux implantations d'activités de production et de transformation de toutes sortes.

Face à la crise Le gouvernement a gardé le cap en matière budgétaire. Le budget 2009 vise à renforcer la confiance en soutenant l'activité économique et surtout l'investissement public et privé.

Les investissements en infrastructures publiques, ainsi que dans la recherche et l'innovation, seront soutenus vigoureusement. En réduisant l'impôt sur le revenu des collectivités et en abolissant le droit d'apport sur le capital souscrit, l'attractivité du site luxembourgeois sera améliorée.

La charge fiscale sera réduite par une adaptation du barème de l'impôt de l'ordre de 9%. Ajoutez à cela le «bonus pour enfants» et les futurs crédits d'impôts et l'allocation de vie chère qui vont renforcer le budget des ménages et vous aurez les principaux ingrédients d'un véritable plan de relance.

Les mesures du Plan de lutte contre l'inflation excessive, décidé par la Tripartite, - je souligne le gel des prix administrés et la désindexation des contrats conclus avec l'Etat à titre d'exemple - vont peser sur la dynamique des prix à la consommation.

L'ensemble de ces mesures fiscales, sociales, réglementaires devrait soutenir le pouvoir d'achat des ménages et surtout des plus modestes.

Enfin, je voudrais souligner l'importance du Plan national pour l'innovation et le plein emploi, élaboré dans le cadre de la stratégie de Lisbonne, discuté jeudi à la Chambre des députés et adopté hier par le gouvernement.

Le Plan directeur sectoriel zones d'activités économiques, en cours d'élaboration, prévoira les surfaces nécessaires, à l'horizon 2020, pour l'implantation d'entreprises nouvelles, l'extension ou la relocalisation d'entreprises existantes, surtout des PME industrielles et artisanales. Une première information à ce sujet est sera rendu public au début de 2009.

Les plans d'action "technologies de la santé" et "logistique" sont en cours d'exécution.

En juin, le gouvernement, ensemble avec des partenaires renommés, s'est engagé dans un projet de recherche de grande envergure dans le domaine des technologies de la santé. Nous venons également d'annoncer un projet d'investissement important par un opérateur logistique, à rayonnement mondial, avec à la clé quelque 150 emplois nouveaux. Je me réjouis de constater actuellement un intérêt accru pour notre pays par les investisseurs.

La loi du 15 juillet 2008 relative au développement économique régional a renouvelé les instruments d'accompagnement. Elle est surtout favorable à l'investissement des PME/PMI, mais ne négligera ni les grandes entreprises implantées, ni celles qui désirent s'établir dans les régions visées.

J'ai également soumis à la Chambre des députés un projet de loi renforçant les aides aux PME/PMI dans les régions du pays non couvertes par le régime régional.

L'intérêt d'investisseurs potentiels pour les anciennes friches de la WSA à Bettembourg-Dudelange ne manque pas. Il faudrait nous donner les moyens d'avancer plus rapidement pour ce qui est de la mise en valeur des terrains réservés à des fins d'accueil d'entreprises.

Il est primordial de positionner l'économie luxembourgeoise également dans les domaines des technologies de l'information et des communications, les matériaux ou encore les écotecnologies. Pour ces dernières, je soumettrai un plan d'action au gouvernement au premier trimestre de l'année prochaine.

Dans cet exercice de rééquilibrage de notre structure économique, une place importante reviendra à l'innovation. A cet effet, un projet de loi est en cours d'élaboration visant la réforme de l'encadrement de l'activité de recherche-développement et de l'innovation des entreprises.

Permettez-moi de rappeler dans ce contexte les mesures fiscales qui ont été introduites, dès le début 2008, pour exempter partiellement des revenus de la propriété intellectuelle. Cette mesure sera complétée, dans le cadre du paquet fiscal proposé pour 2009, d'une mesure d'exemption de l'impôt sur la fortune du patrimoine en matière de propriété intellectuelle.

Au sortir de la crise des marchés financiers, le monde aura sans doute changé. L'industrie financière se sera tassée et prendra quelque temps à retrouver son souffle. L'économie industrielle et artisanale devra se repositionner, elle aussi, alors qu'elle n'opérera plus sous le parapluie d'une branche bancaire et financière dégageant des revenus importants et finançant une grande partie du budget de l'Etat.

Notre économie devra rechercher et trouver un nouvel équilibre de ses activités.

Comme le démontre le Bilan Compétitivité 2008, il nous revient désormais de nous adapter et de nous améliorer dans bien d'autres domaines encore, pour consolider et affermir les fondations d'une future croissance économique, porteuse de richesses et d'emplois.

* * * * *

Les événements récents dans le secteur financier ne resteront pas non plus sans répercussions sur le secteur de l'énergie mondial. Les marchés ont déjà fortement réagi ces derniers mois et une baisse notable du prix du pétrole a pu être enregistrée. Les marchés semblent ainsi vouloir anticiper une baisse de la consommation en raison de données économiques fondamentales réadaptées.

Cependant, je suis d'avis que cette baisse n'est que passagère. Je crains qu'il faille s'habituer à des prix élevés pour toutes les formes d'énergie, surtout les énergies fossiles. Nous sommes et nous resterons encore longtemps dépendants d'importations d'énergie primaire pour faire fonctionner notre économie.

Plus que jamais, une politique responsable qui sécurise avant tout notre approvisionnement et nos infrastructures énergétiques est de mise, sans oublier de réduire de façon considérable

notre consommation d'énergie par une meilleure efficacité énergétique dans tous les secteurs et sans oublier de développer les énergies renouvelables.

Dans ce contexte, j'aimerais souligner que le Luxembourg est le seul pays à avoir réussi la négociation d'un contrat programme ensemble avec les pétroliers luxembourgeois et les propriétaires de stations-services qui permet de fixer les prix maxima des produits pétroliers. L'ajustement de ces prix se fait suivant un mécanisme transparent et clair, indépendant des acteurs du secteur.

Vous connaissez les initiatives que nous avons prises pour créer un champion national de l'énergie avec une participation prépondérante de l'Etat. Cette nouvelle société sera un acteur régional important et disposera des moyens nécessaires pour agir dans un cadre européen libéralisé. Elle poursuivra une stratégie de croissance tant au niveau national que régional et disposera des moyens nécessaires pour organiser ses fournitures et pour développer des projets de production et de stockage. En outre, elle offrira une plateforme de coopération pour les acteurs au niveau communal. Une décision de la part des autorités de concurrence devrait nous parvenir dans les semaines à venir et permettra de finaliser ce grand chantier d'une importance capitale.

Le gouvernement a également su profiter de sa position forte dans l'actionnariat de la Société Electrique de l'Our pour inciter celle-ci à investir quelque 150 millions d'euros dans l'extension de la centrale de pompage à Vianden. Ainsi, le pays profitera enfin directement de l'énergie de pointe tellement importante dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables. Les études préalables sont terminées et nous attendons les autorisations de construction nécessaires dans les 3 mois à venir.

La création d'un grand acteur énergétique ainsi que l'extension de la centrale SEO permettront de garantir un niveau élevé de qualité et de sécurité de l'approvisionnement.

Le « Plan d'action national en matière d'efficacité énergétique » a été présenté en février 2008 dans le but d'améliorer l'efficacité énergétique de quelque 10% jusqu'en 2016. Ce plan ambitieux a été favorablement accueilli par la Commission européenne. Une des mesures phares est la réglementation concernant la performance énergétique des bâtiments qui comprend un programme ambitieux de subventionnement pour les personnes privées désireuses d'investir dans l'amélioration du bilan énergétique de leur habitation.

Le gouvernement a ainsi créé un cadre qui permettra à l'artisanat de générer d'importants chiffres d'affaires et de nombreux emplois. Sur mon initiative, un accord de partenariat pour une meilleure efficacité énergétique des bâtiments d'habitation a pu être signé avec plusieurs banques. Elles se sont engagées à offrir des prêts à taux d'intérêts réduits pour la construction de maisons d'habitation passives ou à basse consommation d'énergie.

Une réforme de la réglementation en matière de l'électricité produite à partir des énergies renouvelables est entrée en vigueur en début d'année. Elle vise à augmenter considérablement la quote-part des énergies renouvelables au Luxembourg. Au mois dernier, ensemble avec le ministre de l'Environnement, nous avons inauguré le projet éolien

« Wandpark Burer Bierg » qui va porter le taux de la production d'électricité renouvelable au-delà des 4%. Sous peu, j'aurai le plaisir de présenter plusieurs autres projets dans ce même domaine.

Permettez-moi enfin de mentionner les discussions que nous menons avec le ministre des Travaux Publics pour construire exclusivement des bâtiments publics à basse consommation d'énergie. L'idée est de poursuivre avec la conception de bâtiments dits « passifs » avant d'aboutir à une construction « émissions zéro ».

Décidément, le gouvernement a pris ses responsabilités dans le domaine de la politique énergétique.

* * * * *

Altesse Royale,
Dir Dammen an Dir Hären,

D'internationalt Finanzwiesen ass an de läschte Wochen an eng Kriis geroden, déi keen an deem Mooss viraus gesinn hat. Och wann Lëtzebuerg meeschtens d'Chance huet, a schlechten Zäiten net ganz esou haart getraff ze ginn ewéi séng grouss Noperen, esou waren mir dës Kéier awer leider ganz mat virbäi.

Ech erlaabe mer hei ze behaupten, dass mir op déi Finanzkriis schnell an efficace konnten reagéieren, well mir hei eng absolut handlungsfähig Regierung hunn, déi an enger cellule de crise fir Léisungen gesuergt huet. Dës Regierung war ouni ze zécken bereed, en zoliten Rettungsprogramm op de Wee ze bréngen, wat och meiglech war, well mir fir gutt finanziell Viraussetzungen gesuergt haten. Besonnesch ervirzehieven ass awer och, dass dës Mesuren am nationalen Konsens méiglech waren.

Den ongezügelt Kapitalismus an enger globaliséierter Wëlt huet nach nie de Prinzipien vun eisem lëtzebuurger Modell entsprach. Och wann déi Politiker, déi sech an der Vergangenheet getraut hunn, déi wichteg Roll vum Staat an enger sozialer Ökonomie ze verteidegen, als Fortschrittsbrems ugesinn goufen, esou gesi mer dach haut, dass si net esou Onrecht haten. Déi Leit, déi nach viru kurzem gemengt hunn, de Maart, ouni Staat, geing sech selwer reguléieren, hun op eemol nom Staat geruff.

Déi aktuell Kriis beweist awer nach eppes: mir brauchen an dësem Land erëm e Bekenntnis zur reeller Economie, zur Industrie an zum Handwerk. Well dat awer an den Aan vun villen Leit méi Verkéier, vielleicht Stëps a Kaméidi mat sech bréngt, hunn mir leier d'Betrieber géint eng nei Bank ageetosch. Mir müssen erëm a Richtung vun méi engem gesonde Equiliber tëscht de verschidde Wirtschafssectoren kommen. Fir dat z'erreechen, musse mir ëmdenken an eis Nimby's Mentalitéit ofleeën. Déi ganz Prozeduren, déi en Entrepreneur hautsdaags muss duerchlaafen fir e Projet kënnen ze réaliséieren, müssen iwwerduecht a vereinfacht ginn. Et muss net onbedengt eng anner, mais eng méi schnell Décisioun ginn.

A wa mir agesinn, dass dëst fir eis Kompetitiviteit noutwendeg ass, da solle mer déi Schlësseladministratiounen och besser ausstafféieren.

Och d'europäesch Kommissioun ass gefuerdert. Eng sëllechen Propositionen maachen oft kee Sënn, d'Betriebe ginn nemmen belascht ouni dat et dem Bierger eppes bréngt. Sou zum Beispill d'Proposition vum der Kommissioun iwer en neien "Etiquetage" fun de Liewesmëttel.

Zum Schluss vu menger Ried kommen ech awer nach op d'Suerge vum de Gewerkschafte ze schwätzen. D'Regierung helt d'Erhalen vum der Kaafkraaft eescht. Sie huet eng Rei Moossnahmen decidéiert, déi dëst Joer an virun allem d'nächst Joer de Leit méi Kaafkraaft wärten ginn, ouni dass mer d'Betriebe doduerch belaschten. Déi decidéiert Steierkrediter, d'Upassung vum der Steiertabell ëm 9% an och d'Aféieren vum enger Deierechtszoulaag gin de Leit bedeitend méi Kaafkraaft ewéi eng weider Indexbranche.

Dës Mesuren hunn exclusiv positiv Konsequenzen, dëst esouwuel op d'Bierger wéi och op d'Betriebe.

Déi nächst Méint wärte weisen, wéi eng Auswierkungen déi aktuell Kriis op eis Finanzplaaz, op eis Economie, op eise Budget an awer och op eis selwer wärt hun. Egal wéi ët geet: mir hunn et nach ëmmer färdeg bruecht, schwiereg Situatiounen ze meeschteren, an dat wärt dës Kéier net aanescht sinn.

Ech soen Iech Merci.